

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 27/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RE-MATCH FRANCE

5 rue des Frères Lumière
Parc d'Activités d'Eckbolsheim
67087 STRASBOURG

Code AIOT : 0003015235

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2025 dans l'établissement RE-MATCH FRANCE implanté 15 RUE DE JOHANNESBURG - ZAC du parc d'activités - 67150 ERSTEIN. L'inspection a été annoncée le 23/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société RE-MATCH exploitait jusqu'en avril 2025, une plateforme de recyclage de gazon synthétique.

Par décision du 14/04/2025, le Tribunal Judiciaire de Strasbourg a prononcé le jugement de liquidation judiciaire de la société RE-MATCH.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RE-MATCH FRANCE
- 15 RUE DE JOHANNESBURG - ZAC du parc d'activités - 67150 ERSTEIN
- Code AIOT : 0003015235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RE-MATCH exploite une plateforme de recyclage de gazon synthétique.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité et remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 1.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Limitation du stockage sur site	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 7.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dispositifs de rétention et de confinement	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.1.6	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.3.1	Demande d'action corrective

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats ont révélé des observations susceptibles de suites administratives et qui nécessitent des actions correctives sous délai maîtrisé.

Toutefois, au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection et des actions engagées par le Mandataire Judiciaire Associé, il n'est pas proposé d'engager de suites administratives dans l'immédiat.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche de mise en conformité, il est demandé au Mandataire Judiciaire Associé de transmettre à l'inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour lever les dysfonctionnements et répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par le Mandataire Judiciaire Associé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité et remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité et remise en état
Prescription contrôlée : « L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel. »
Constats : Par décision du 14/04/2025, le Tribunal Judiciaire de Strasbourg a prononcé le jugement suivant : « Jugement convertissant en liquidation judiciaire, référencé LJ25/152, la procédure de redressement judiciaire ouverte le 3 mars 2025, et ordonnant la cessation immédiate de l'activité. Liquidateur : SELARL MJ SYNERGIE, en la personne de Maître Nicolas FLESCHE, 5 rue des Frères Lumière, 67201 Eckbolsheim. Voies de recours : Appel dans les dix jours suivant la notification aux parties (Art. L661-1 Code de commerce) devant la Cour d'Appel de Colmar ou tierce opposition devant le Tribunal judiciaire de Strasbourg dans les dix jours suivant la présente publication (Art. L661-2 et L691-1 Code de commerce). Délais augmentés d'un mois pour les personnes demeurant hors de France métropolitaine et de deux mois pour les personnes demeurant à l'étranger (Art.643 Code de procédure civile). N° RG : 25/00545 » Le Mandataire Judiciaire Associé informe l'inspection qu'il a lancé une procédure de reprise de l'exploitation du site, avec remise des offres au 13/06/2025. A ce jour, une seule société étudie une reprise de l'exploitation du site. Le délai de remise de l'offre a été décalé de huit jours. L'inspection rappelle au Mandataire Judiciaire Associé que deux options se présentent suite à la liquidation judiciaire de l'exploitant « Re-Match » : <ul style="list-style-type: none">• Changement d'exploitant Un repreneur dépose une offre de reprise et si elle est validée par le Tribunal Judiciaire de Strasbourg, le repreneur devra mettre en œuvre la procédure de transfert de l'autorisation environnementale, prévue à l'article R. 181-47 du code de l'environnement. Le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent le transfert. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois. <ul style="list-style-type: none">• Cessation d'activité Si aucune reprise n'est prononcée par le Tribunal Judiciaire de Strasbourg, le Mandataire Judiciaire Associé devra mettre en œuvre la procédure de cessation d'exploitation. En effet, toute cessation d'exploitation d'une installation classée doit être notifiée au préfet au moins trois mois avant la date de l'arrêt définitif pour les sites soumis à autorisation. Les dispositions applicables en cas de mise à l'arrêt de l'installation, pour la mise en sécurité et pour la remise en état du site sont réglementées par l'article R. 512-39-1-II du code de l'environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous un délai d'un mois, il est attendu de la part du Mandataire Judiciaire Associé, d'informer l'inspection sur la suite donnée dans le cadre de la liquidation judiciaire de l'exploitant « Re-Match ».

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Documents tenus à la disposition de l'inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • (...) <ul style="list-style-type: none"> • tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. <p>Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, lors de la précédente visite de l'inspection en date du 19/02/2025, des constats ont révélé des observations susceptibles de suites administratives et qui ont nécessité des actions correctives sous délai maîtrisé par l'ancien exploitant. En effet, ce dernier n'a pas réalisé les contrôles permettant de s'assurer qu'il respecte les rejets sur les paramètres prescrits.</p> <p>Post-visite par courriel daté du 20/02/2025, l'exploitant a adressé une copie du contrat de prestation, daté du 19/02/2025, pour un contrôle des rejets. Par ailleurs, le prestataire a confirmé par courriel du 19/02/2025, être en mesure d'intervenir sur site les 11 et 12/03/2025.</p> <p>L'inspection avait demandé à l'exploitant de lui adresser, sans délai, les rapports de contrôles sur les paramètres, dès réception.</p> <p>A ce jour, l'inspection n'a pas été destinataire des rapports de contrôles demandés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • surveillance des effets des rejets sur la qualité de l'air ; • surveillance des rejets des eaux pluviales ; • surveillance des rejets des eaux industrielles.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai d'un mois, il est attendu de la part du Mandataire Judiciaire Associé, d'adresser les rapports de contrôles de l'organisme, mandatés par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Dispositifs de rétention et de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déversements et pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : « L'exploitant dispose d'un volume nécessaire au confinement des eaux d'extinction de 787 m ³ , selon les modalités suivantes : <ul style="list-style-type: none">• bassin de confinement des eaux d'un volume disponible en permanence d'au minimum de 600 m³, équipé d'une vanne de coupure et disposée sur le rejet des eaux pluviales ;• quais : 88 m³ ;• dallage : 8 cm en moyenne dans les quais : 212 m³. Ce volume doit être disponible en tout temps. Le rejet au réseau communal doit être facilement obturable et l'organe de manœuvre facilement identifiable, même en conditions nocturnes. (...) »
Constats : D'une part, à l'arrivée sur site, il est constaté que la pompe de relevage qui doit évacuer les eaux pluviales hors du site vers le réseau communal, est en défaut. Le bassin de confinement des eaux n'est pas vide et s'est bien rempli suite aux averses du week-end précédant l'inspection. Le Mandataire Judiciaire Associé s'engage à faire rapidement un point sur cette panne de la pompe de relevage. Post-visite par courriel du 18/06/2025, la société en charge de la gestion du site par le Mandataire Judiciaire Associé a informé l'inspection que le désagrément constaté dans l'évacuation des eaux du bac de rétention, le refoulement via le réseau public a été remis en service. D'autre part, lors de la visite d'inspection du site, l'inspection constate que le bassin de rétention est encombré par de la végétation sur une partie du bassin à l'extrémité Nord. Cette végétation peut à terme, endommager l'étanchéité du bassin et obstruer l'entrée des canalisations. La société en charge de la gestion du site s'engage à faire procéder au curage du bassin de rétention. Post-visite par courriel du 26/06/2025, la société en charge de la gestion du site par le Mandataire Judiciaire Associé a informé l'inspection du retrait de la végétation présente dans le bassin de rétention à l'aide d'une planche photographique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 6.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : « L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après : <ul style="list-style-type: none">• un réseau de DECI privé constitué d'une réserve incendie de 480 m³ alimentant une pompe de 240 m³ desservant un réseau de 5 poteaux d'incendie normalisés internes au site, répartis autour

du bâtiment de stockage pouvant délivrer un débit unitaire de 60 m³/h ;

- le point d'eau incendie normalisé externe au site n° 41651 délivrant 135 m³/h, situé à moins de 100 m de l'entrée du bâtiment ;
- le point d'eau incendie normalisé externe au site n° 41652 délivrant 162 m³/h, situé à moins de 250 m de l'entrée du bâtiment ;
- un réseau de 16 Robinets d'Incendie Armés (RIA) ;
- les bâtiments de stockage du site seront équipés d'un système de détection automatique et d'alarme incendie.

(...) »

Constats :

Le Mandataire Judiciaire Associé informe l'inspection qu'à très court terme, le site sera coupé du réseau public de distribution d'électricité. Cette décision est motivée pour des raisons financières. L'inspection précise que le site n'est pas encore mis en sécurité, conformément aux prescriptions de l'article R. 512-39-1-II du code de l'environnement et que de ce fait un risque d'incendie n'est pas à exclure sur le site.

Le fait de mettre le site sans électricité, mettrait le réseau de DECI privé, hors service.

Pour mémoire, le réseau de DECI privé est constitué d'une réserve incendie de 480 m³, alimentant une pompe de 240 m³ desservant un réseau de 5 poteaux d'incendie normalisés internes au site, répartis autour du bâtiment de stockage pouvant délivrer un débit unitaire de 60 m³/h.

De plus, le dispositif de rétention et de confinement du site serait aussi hors service.

Aussi, il est rappelé au Mandataire Judiciaire Associé, que le site ne doit en aucune manière être coupé du réseau public de distribution d'électricité, tant que la mise en sécurité, conformément aux prescriptions de l'article R. 512-39-1-II du code de l'environnement, n'a pas été actée par une «ATTES-SECUR».

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Limitation du stockage sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2024, article 7.3

Thème(s) : Risques chroniques, Limitation du stockage sur site

Prescription contrôlée :

« La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	Latex 160 tonnes Poussières 100 tonnes
Déchets dangereux	Néant

Le tableau suivant renseigne les stockages maximums relatifs aux activités existantes et les principales consommations estimées :

DESIGNATION	UTILISATION	CONSOMMATION HEBDOMADAIRE ESTIMEE	LOCALISATION DU STOCKAGE	CONDITIONNEMENT	STOCK MAXIMUM
Polymères (Gazons synthétiques)	Matières premières	1 370 tonnes	Stockage extérieur sur emplacement dédié	Emballage en sacs plastiques	33 000 tonnes
Sables	Après séparation lors du traitement	780 tonnes	Stockage intérieur sur emplacement dédié	Big Bags	5 000 tonnes
Fibres		80 tonnes			320 tonnes
Caoutchouc/SBR		375 tonnes			1 500 tonnes
Latex		40 tonnes			160 tonnes
Poussières/ Déchets	Après séparation lors du traitement	25 tonnes	Stockage extérieur sur emplacement dédié		100 tonnes
Graisse	Maintenance	En fonction des besoins	Stock maintenance	Seaux / Cartouches	50 kg
AD Blue	En continu pour les machines	En fonction des besoins	Stock machine	2 Réservoirs AD Blue	450 litres
Diesel				Réservoir Diesel	1200 litres

»

Constats :

Le Mandataire Judiciaire Associé informe l'inspection que depuis l'arrêt de l'activité de Re-Match, vers le début avril 2025, des produits issus du process de recyclage de gazon synthétique, ont pu être évacués du site. L'ensemble des produits stockés à l'extérieur aux abords du bâtiment a été évacué en priorité.

Post-visite par courriel du 23/06/2025, l'exploitant a adressé un listing de l'état des stocks. Ce listing étant sous format d'un tableau croisé dynamique, l'inspection n'est pas en mesure d'en extraire les données sur les quantités de déchets entreposés actuellement sur le site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Aussi, sous un délai d'un mois, il est attendu de la part du Mandataire Judiciaire Associé, d'adresser à l'inspection, les données sur les quantités de déchets entreposés sur le site à date, en détaillant les matières suivantes :

« Les stockages sur site se composent de (en tonnes) :

- matière entrante (rouleaux de gazon) :
- matières produites en sortie process :
 - sables :
 - fibres :
 - caoutchouc/SBR :
 - latex :
 - poussières/déchets : »

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

ANNEXE 1 : Photos prises lors de la visite du 18/06/2025
Constat n°4

